

POUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES RUSSE

# Le rôle des Amis de la Syrie est «négatif» dans le conflit

**Le rôle joué par le groupe des Amis de la Syrie dans le conflit syrien s'avère «négatif», a estimé mercredi à Istanbul le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, à trois jours d'une prochaine réunion du groupe dans la ville turque.**

«Pour l'instant nous considérons que ce processus contribue d'une façon négative aux accords de Genève» sur les principes d'une transition en Syrie, a dit M. Lavrov, dont les propos étaient traduits du russe en turc, à la presse au terme d'un entretien avec son homologue turc Ahmet Davutoglu.

Le plan de Genève, adopté en juin 2012 par le Groupe d'action sur la Syrie (grandes puissances,

Ligue arabe, Turquie, ONU et Union européenne notamment), détaille les étapes permettant une transition politique au régime du président Bachar al-Assad incluant l'ensemble des parties impliquées.

«Lorsqu'une des parties est isolée dans un mécanisme mis en place pour résoudre un conflit, nous ne disposons pas des bases nécessaires au dialogue», a également estimé le chef de la



Sergueï Lavrov met en garde contre toute velléité d'intervention militaire en Syrie.

diplomatie russe. La Russie, qui ne fait pas partie du groupe des Amis de la Syrie, est considérée

comme l'un des derniers soutiens du régime syrien et a bloqué à plusieurs reprises l'adop-

tion de sanctions contre Damas devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

M. Lavrov a une nouvelle fois mis en garde mercredi contre toute velléité d'intervention militaire en Syrie, estimant qu'elle ne ferait que renforcer l'emprise de groupes islamistes proches d'Al-Qaïda au sein de la rébellion syrienne. «Dans nos prochaines délibérations, nous allons tenter d'éviter toute mesure qui concernerait une intervention militaire et aurait pour conséquence l'isolement d'une des parties au conflit», a-t-il ajouté, «nous allons nous concentrer sur une plateforme de dialogue incluant toutes les parties».

## ÉGYPTE

# La date du nouveau procès de Moubarak fixée au 11 mai

**La Cour d'appel du Caire a fixé la date du 11 mai pour le nouveau procès de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak, accusé de complicité dans le meurtre de manifestants et de corruption, a indiqué mercredi à l'AFP une source judiciaire.**

Le procès se tiendra devant la Cour pénale du nord du Caire sous la présidence de Mahmoud al-Rachidi, a-t-elle précisé.

Ce nouveau procès devait commencer le 13 avril mais le juge s'est récusé lors d'une audience qui n'a duré que quelques secondes,

en renvoyant le dossier à la Cour d'appel pour qu'elle choisisse une nouvelle juridiction.

Le magistrat est mis en cause pour avoir acquitté des responsables du régime déchu dans le procès de la fameuse «bataille des chameaux», accusés d'avoir envoyé des hommes de main à cheval et à dos de chameau pour attaquer des manifestants anti-Moubarak début février 2011.

M. Moubarak et son ancien ministre de l'Intérieur Habib el-Adli avaient été condamnés en première instance à la réclusion à perpétui-

té pour la mort de manifestants pendant la révolte qui a contraint l'ex-président à la démission.

Ils vont être rejugés, ainsi que six anciens responsables de la sécurité, pour complicité dans le meurtre et tentative de meurtre de manifestants du 25 au 31 janvier 2011.

Les fils de M. Moubarak, Alaa et Gamal, vont comparaître tout comme leur père pour corruption. L'homme d'affaires en fuite Hussein Salem sera également jugé dans la même affaire.

## BAHREÏN

# L'opposition intensifie les protestations à l'approche du GP

**L'opposition chiite a intensifié ses protestations à l'approche du Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn mais les autorités assurent avoir pris les mesures nécessaires pour que la course se déroule dans le calme ce week-end.**

Les partis de l'opposition ont appelé à un grand rassemblement vendredi, jour des essais libres, alors qu'un groupe radical clandestin, le Collectif du 14 février, a demandé à ses partisans d'organiser le même jour des protestations sous le slogan «Volcan de colère».

«Nous ne sommes pas contre le GP de Formule 1 mais nous voulons faire entendre au monde nos revendications : nous voulons la démocratie, le respect des droits de l'Homme, un gouvernement issu d'élections», a déclaré à l'AFP Khalil Marzouk, un dirigeant d'Al-Wefaq, principale formation de l'opposition chiite.

Tout en se démarquant des violences qui émaillent les rassemblements du Collectif du 14-février, il a accusé les forces de sécurité de «réprimer le peuple comme si c'était son ennemi». «La violence engendre la violence», a-t-il insisté.

Mardi soir, de jeunes manifestants sont descendus dans les rues des villages chiites entourant Manama, au son des tambours et sous le slogan «Non à la "Formule du sang"», en allusion au Grand Prix. Les manifestants, réunis à l'appel du Collectif du 14-février qui mobilise sur les réseaux sociaux, brandissaient comme chaque soir depuis une semaine des photos du grand argentier de la Formule 1, Bernie Ecclestone, barrées d'un grand X.

Certains d'entre eux ont bloqué des routes autour de la capitale avec des pneus enflammés. Sur une vidéo publiée sur internet, on voit des dizaines de jeunes masqués utilisant des bidons d'essence pour mettre le feu à des pneus sur un axe routier de Bilad al-Qadim, aux portes de Manama. Mais les autorités ont assuré avoir pris les mesures nécessaires pour que ces incidents n'atteignent pas le circuit de

Sakhir, au sud de Manama. «Bahreïn est fin prêt pour accueillir le GP, il n'y a pas de problème de sécurité», a assuré à l'AFP mercredi la ministre d'Etat à l'Information, Samira Rajab, expliquant que les troubles nocturnes quotidiens n'étaient «que des agissements d'adolescents animés par des groupes à la solde de l'Iran».

La ministre, également porte-parole du gouvernement, a assuré que les grands hôtels allaient connaître «un taux d'occupation de 100%» lors de la course.

M. Ecclestone a lui aussi affirmé ne pas s'inquiéter outre mesure pour la compétition. «Je ne vois pas pourquoi ce Grand Prix ne sera pas» un succès, a-t-il déclaré à l'AFP. Des barrages de contrôle ont été érigés aux principaux carrefours, en particulier sur les routes menant au circuit, ainsi que sur celles menant au centre financier de Manama, où le Collectif du 14-février a revendiqué dimanche l'incendie d'une voiture à l'aide de bonbonnes de gaz. Les forces de sécurité ont en outre multiplié les arrestations de

militants de l'opposition, pendant les manifestations ou lors de perquisitions à leur domicile. Selon M. Marzouk, «plus de cent personnes ont été arrêtées depuis le début du mois».

Bahreïn, petit royaume du Golfe, est le théâtre de troubles récurrents depuis la répression en mars 2011 d'un mouvement de contestation animé par les chiites, majoritaires dans la population, contre la dynastie sunnite des Al-Khalifa au pouvoir.

Amnesty International a appelé mercredi le gouvernement bahreïni à prouver sa volonté d'utiliser le Grand Prix comme plate-forme de progrès et de réformes en libérant «tous les prisonniers d'opinion» et en laissant entrer «sans restriction» les membres d'ONG et les journalistes qui cherchent à faire le point sur la situation dans le pays à l'occasion de la compétition.

En 2011, le GP avait été annulé en raison de l'instabilité politique et l'édition 2012 avait été émaillée de manifestations qui n'avaient cependant pas perturbé le déroulement de la course.

## IRAK

# Des attentats font 4 morts, à trois jours des élections provinciales

Quatre personnes sont mortes et 18 autres ont été blessées dans des attentats survenus en Irak mercredi, à trois jours des élections provinciales, a-t-on appris auprès de responsables médicaux et des forces de sécurité.

Une voiture piégée a explosé près d'un barrage de l'armée à Abou Ghraib, à 20 km à l'ouest de Bagdad, tuant deux personnes et en blessant six autres.

Deux autres attentats ont eu lieu dans la capitale, faisant un mort et huit blessés, tandis qu'un enseignant a été tué dans l'explosion d'une bombe magnétique fixée à sa voiture près de Ramadi, à l'ouest de Bagdad.

Au sud de la capitale, une bombe placée en bord de route a explosé au passage du convoi d'un député du bloc Iraquiya, laïque mais dominé par les sunnites, et blessé quatre personnes, sans toutefois atteindre l'élue.

Samedi, 13,5 millions d'électeurs sont appelés à renouveler les assemblées provinciales dans 12 des 18 provinces irakiennes, lors du premier scrutin organisé depuis le départ des troupes américaines fin 2011.

La campagne a été marquée par une recrudescence des violences. Quatorze candidats ont été assassinés depuis le début de l'année et, lundi, une série d'attentats a fait 50 morts et près de 300 blessés.